

Les profits baissent aux Etats-Unis

PAR JEAN-PIERRE PETIT

Les profits américains sont en baisse depuis un an. Il s'agit pour l'essentiel d'une évolution conjoncturelle classique, au bout de presque sept ans d'expansion économique. Aujourd'hui, le taux de chômage, à 4,7 %, se situe à un niveau proche du plein-emploi et à peine au-dessus du point bas du cycle précédent (4,4 %). La progression des salaires avait été contenue jusqu'en 2014, mais a connu depuis une forte accélération.

Rappelons ici les initiatives prises par des acteurs majeurs de la distribution et de la restauration en 2015 (Walmart, Costco, Target, McDonald's...) pour augmenter les salaires minima. Au premier trimestre 2016, l'accélération des salaires (+ 2,9 % en rythme annualisé), couplée à la contraction de la productivité, a ainsi débouché sur un bond des coûts unitaires du travail (+ 4,1 % en rythme trimestriel annualisé). S'il faut être prudent compte tenu de la volatilité des chiffres, notamment liée aux problèmes d'ajustement saisonniers au premier trimestre, la tendance est clairement à une accélération très progressive de la pression salariale. D'autres données concernant le coût de l'emploi ou le salaire horaire montrent la même tendance.

UNE FORTE PRESSION SOCIALE

Mais on peut se demander s'il ne s'agit pas également du début d'un processus plus profond. Depuis le début des années 1980, la part des profits dans le produit intérieur brut (PIB) américain était en forte hausse, due à plusieurs facteurs : internationalisation des firmes, baisse des taux d'intérêt, baisse de la fiscalité des entreprises, oligopolisation de certains secteurs, partage de la valeur ajoutée moins favorable

au travail... Mais une bonne part de ces facteurs sont désormais derrière nous.

Le contexte politique et social américain se prête également à un tel mouvement. Les débats sur le relèvement du salaire minimum en témoignent : le revenu médian réel se situe sous son niveau de 2007. Certes, le salaire minimum fédéral, qui existe depuis 1938 aux Etats-Unis, est moins significatif qu'en France, et il n'est pas augmenté chaque année en fonction de l'inflation. Il représente moins de 39 % du salaire médian contre 60 % en France.

Beaucoup d'Etats fédérés pratiquent un salaire minimum plus élevé que le salaire fédéral, mais, inversement, certains Etats en exemptent certaines entreprises, en fonction de leur taille. En 2013, 3,3 millions de salariés américains, soit 2,5 % d'entre eux, touchaient le salaire minimum ou un niveau inférieur, contre 11 % en France.

UNE COMPOSANTE STRUCTURELLE

Reste qu'il y a indéniablement une forte pression sociale et politique depuis 2014 pour augmenter le salaire minimum : les sondages y sont favorables. Barack Obama s'est engagé à relever le salaire minimum des contractuels de l'Etat embauchés à partir du début 2015. Depuis le début de l'année, quinze Etats ont décidé d'augmenter le salaire minimum de 8 % en moyenne (avec des engagements de progression ultérieure, voire même d'indexation sur les prix).

Au cours de la campagne présidentielle, non seulement les deux candidats proposent une telle augmentation (12 dollars pour Hillary Clinton, 15 dollars pour Bernie Sanders, contre 7,25 dollars actuellement, soit environ 6,35 euros), mais Donald Trump lui-même a très récemment procédé à un revirement à cet égard. Assisterait-on à une remise en cause du modèle social américain, basé sur une forte flexibilité du salaire réel et un faible taux de chômage des peu qualifiés ?

La hausse des salaires représente donc bien la plus forte menace pour les marges des firmes américaines, en particulier pour les secteurs à forte intensité en travail et/ou à faibles marges structurelles. Certes, il n'y aura pas non plus d'effondrement, car la hausse des marges a aussi une composante structurelle qui perdurera : dans un grand nombre de secteurs, la concentration des activités se poursuit, même si ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'investissement et la croissance potentielle. ■

J

Jean-Pierre Petit

est économiste

et président

de la société de conseil

Les Cahiers verts

de l'économie